

Venezuela : comment NE PAS donner une information



Angeles Diez Rodríguez

photo : Ángeles Diez Rodríguez, Docteure en Sciences Politiques et en Sociologie, professeure de l'Universidad Complutense de Madrid.

Le 30 juillet s'est produit un événement politique d'une portée historique considérable : un peuple internationalement assailli à l'extérieur et soumis à la violence paramilitaire à l'intérieur, est descendu dans la rue pour exprimer son double rejet de l'ingérence internationale et des aspirations des élites locales à reprendre le pouvoir.

Il y a moins de vingt ans, au siècle dernier, un événement d'une telle ampleur aurait figuré en première page de toute la presse d'information du monde. Les médias de masse, publics et privés, l'auraient relevé dans leurs gros titres, sans doute manipulateurs, mais ceux-ci auraient parlé du défi du peuple vénézuélien face aux menaces de l'impérialisme. Ils auraient montré des images, peu nombreuses, mais sans doute quelqu'une ou quelqu'autre de ces immenses files de vénézuéliens devant les bureaux de vote, comme ceux du Poliedro de Caracas, ou de ces gens marchant à travers les collines et traversant les rivières dans la région de Táchira ou de Mérida, où les bureaux de vote étant occupés par des guarimberos (casseurs) armés, il fallait se déplacer à la recherche de centres de secours où pouvoir voter, souvent sans y parvenir.

Les légendes des photos auraient sûrement détourné les images et proposé une lecture en accord avec le désespoir de l'opposition putschiste incapable d'accepter une défaite. Mais il y aurait eu une image, un commentaire, une toute petite information qui aurait parlé de la volonté majoritaire du peuple vénézuélien contre tout pronostic et tout calcul rationnel.

Tout journaliste digne de ce nom aurait voulu consigner, analyser, vérifier et même manipuler cet événement. Plus encore en des temps où les réseaux sociaux font circuler une infinité d'images qui comblent les vides des nouvelles qui en sont dépourvues. Là où les médias de masse cachent une image, les réseaux en mettent des centaines. Cependant, le 31 Juillet, l'information sur les élections vénézuéliennes pour l'Assemblée Constituante est passée sous silence dans les médias espagnols. C'est une autre information qui fut donnée à sa place.

La non nouvelle qui a supplanté l'événement vénézuélien, bâtie sur le modèle déjà existant (violence et chaos) était : nouvelle journée de violence au Venezuela. Tous les gros titres visaient, avec plus ou moins de qualificatifs, à façonner une image qui corresponde à la propagande distillée au cours des mois antérieurs. Puis ont éclos les spores disséminées par la non nouvelle, qui avaient déjà été diffusées par les agences impérialistes : auto-coup d'état, fraude, moins de votes que n'en déclare le gouvernement, opposants nouvellement arrêtés, isolement international...

L'événement d'une journée électorale qui a mobilisé des millions de vénézuéliens qui sont allés voter pour leurs candidats à la Constituante, fut trop incontestable pour être passé sous silence ; les flots du peuple vénézuélien trouvaient une infinité de fenêtres numériques par où s'écouler. De sorte que le système de propagande de guerre des médias de masse espagnols, si bien entretenu et huilé par les agences de presse étasuniennes, activa l'un de ses ressorts les plus subtils. Il n'affronta pas la nouvelle en la taisant, bien qu'il le fit également, il ne manipula pas des images comme il l'a réellement fait avec le frauduleux référendum de l'opposition du 16 Juillet (le journal El País dû rectifier une image du test électoral pour l'assemblée Constituante, sous laquelle figurait une légende affirmant que c'étaient des queues pour voter au référendum organisé par l'opposition). Dans ce cas, la technique de propagande médiatique majoritairement employée fit remplacer l'information qui faisait l'évènement par d'autres qui attireraient l'attention des audiences.

Les gros titres parlèrent de violence, dictature et condamnation internationale : "Lors d'une journée marquée par la tension, les manifestations, la réprobation internationale et la violence, les vénézuéliens ont voté pour choisir les membres de l'Assemblée Nationale Constituante » (CNN en espagnol) ; "Maduro concrétise un coup d'état contre lui-même au Venezuela au cours d'une journée électorale des plus vio-

lentes" (El País) ; "Condamnation internationale de l'usage disproportionné de la force au Venezuela. 10 personnes au moins sont mortes dans les manifestations pendant les élections à l'assemblée constituante que soutient Nicolás Maduro. (Télévision Espagnole).

Pas une seule image des quelques 14500 bureaux de vote où plus de 8 millions de vénézuéliens attendaient leur tour pour voter. Après les élections présidentielles de 2012 qui élirent Hugo Chávez, ce furent les élections qui mobilisèrent la plus large participation de masse. Toutefois, lorsque l'on consulte les archives photographiques du journal El País, on se trouve devant un étrange phénomène : sur 30 images sélectionnées par le quotidien, 7 sont celles d'explosions, de barricades et d'actes de violence, 2 montrent les opposants, 2 autres le président Maduro et le reste montre des vénézuéliens isolés en train de voter, l'urne en premier plan, des petits groupes regardant les listes ou assis, attendant pour voter ; il n'y a qu'une photo où l'on voit très loin des voitures et des personnes avec une légende qui parle de « files d'attente » pour voter. Le même manque d'images significatives fut constaté sur la Télévision Espagnole. C'est dire que, dans les médias espagnols de grande audience, les images, quand elles faisaient allusion à l'acte de voter, lançaient un message contraire à la réalité qui circulait sur les réseaux sociaux, elles disaient : peu de vénézuéliens sont allés voter. C'étaient des images soigneusement sélectionnées pour appuyer la version de l'opposition et ne pas donner l'information de l'appui massif à la Constituante donné par le peuple vénézuélien.

Dans ces temps des réseaux sociaux, où les hommes politiques ne font pas de déclaration, ils twittent, où la volatilité de l'information numérique prévaut sur le papier et où les télévisions copient les réseaux sociaux, les façons de mentir et de déformer sont de plus en plus complexes. Plutôt que de cacher une information, il est plus efficace d'en donner une autre différente, qui occupe la place de la réelle. Nous appellerons cela la « non information ».

Il semble, d'après les recherches du CIS (Centre d'investigations sociologiques) que ceci soit habituel dans les médias espagnols. Comme antécédents nous avons cette étude de Juin 2016 qui signalait que la Télévision Espagnole, alors que le chômage était toujours la première préoccupation des espagnols, lui avait consacré la moitié du temps qu'elle avait employé à parler de la crise politique au Venezuela (les journaux télévisés de ce mois-là consacrèrent 71 minutes à la situation du Venezuela face aux 31 qu'ils dédièrent au chômage dans notre pays) ou ce 7 avril de cette année, alors que tous les bulletins d'information du monde ouvraient sur le désarmement de l'ETA, la Télévision Espagnole parlait du Venezuela plutôt que du désarmement de l'ETA.

Cette technique de propagande de guerre qu'emploient les journaux d'information espagnols fait partie d'autres techniques mieux répertoriées comme : le deux poids deux mesures, prendre la partie pour le tout, les infos toxiques, la partialité des sources, l'occultation ou l'inversion cause/effet.

Dans le cas de l'information de substitution, la non information, elle, doit comporter certaines caractéristiques. En premier lieu, elle doit être crédible, c'est-à-dire qu'elle doit se situer dans la logique même de la matrice déjà établie ; dans le cas des élections à l'Assemblée Constituante cette matrice est : violence, coup d'état, chaos, urgence humanitaire.

De plus, elle doit avoir comme base un fait certain comme le feu mis à quelque bureau de vote, des barricades incendiées, un quelconque incident isolé. Ce fait, du point de vue de l'importance sociale, est anecdotique ou ne peut être généralisé si l'on prend en compte l'évolution des votes. Cependant, pour ne pas donner l'information importante -celle qui, elle, est généralisable quantitativement et qualitativement-, il est fondamental de s'appuyer sur ce fait qui, entre les mains de la guerre médiatique, fonctionne, comme les attentats sous faux drapeaux ou attentats contre soi-même, (ceux qui sont commis pour rejeter la faute sur l'ennemi et justifier une intervention). Ainsi, lors de la journée d'élections vénézuélienne il y eut des incidents provoqués par l'opposition, un attentat contre la Garde Nationale Bolivarienne, des embuscades armées pour dissuader les votants et incendie de bureaux de vote. Mais si l'on prend la journée dans son ensemble, le fait notable a été l'attitude pacifique et la détermination des votants dans l'accomplissement de leur devoir électoral.

En troisième lieu, l'information de substitution doit être au rang du spectaculaire autant que l'information réelle, afin de retenir toute l'attention. La violence est toujours une information spectaculaire en soi, elle est capable de retenir l'attention et de reléguer tout autre fait. C'est pourquoi, même lorsque l'on ne dispose pas d'images de violence il faut que le journaliste apparaisse portant un gilet pare-balles, un masque à gaz et un casque, pour que notre cerveau prête foi aux actes de violence dont parle le reporter.

En quatrième lieu, elle doit être capable de concentrer l'attention de ceux qui sont critiques envers les

médias de masse, afin que tout le potentiel de contre-information soit pointé vers la mise en cause du « messenger » (les moyens de communication de masse). Nous, les intellectuels et analystes, nous nous focalisons sur la dénonciation de la manipulation des médias et nous laissons de côté la diffusion de l'information réelle, par exemple nous nous sommes concentrés sur la dénonciation de l'attentat contre la garde nationale bolivarienne, que les médias ont transformé en « répression contre Maduro » ou sur la dénonciation de la violence des paramilitaires de l'opposition qui sabotaient les élections, au lieu de parler des vénézuéliens élus pour réformer la Constitution, de leur origine sociale, de leur engagement envers leurs bases, des premières propositions pour la réforme de la Constitution, des problèmes d'impunité que souhaite résoudre la nouvelle carta magna ... En théorie de la communication cela se comprend comme l'Agenda Setting, c'est-à-dire que ce sont les médias de masse qui imposent ce dont on parlera, qui fixent ce qui est important, ce qui ne doit apparaître dans aucun média, comment livrer l'information. L'agenda des médias de masse devient l'agenda de l'opinion publique.

Une autre non information de ces jours derniers a été « l'isolement international du Venezuela ». Aux Nations Unies, le Venezuela a obtenu le ferme appui de 57 pays qui, au sein du Conseil des Droits de l'Homme, approuvèrent une résolution de reconnaissance de la Constituante vénézuélienne et réclamèrent la non-ingérence. Parmi ces pays figuraient les plus peuplés au monde et quelques autres de grand poids international comme la Russie, la Chine, l'Iran, l'Inde ou le Pakistan.

La non information qui remplaça celle-ci fut « Les Etats-Unis et les principaux pays d'Amérique Latine condamnent la Constituante de Maduro (El País) » information également présente dans la majorité des médias espagnols le lendemain des élections.

Mais cette technique ne fonctionne que si l'on dispose du personnel spécialisé capable, presque spontanément, d'élaborer les *non informations*, capable de regarder ailleurs, bien équipé du déguisement du « reporter de guerre ». Ce sont les *parajournalistes*, et à la tête de la profession internationale se trouvent les espagnols, tant des médias de masse privés que des médias publics.

L'an dernier j'ai déjà défini ce que j'entends par *parajournalistes* : « Si l'on qualifie de paramilitaire celui qui est affilié à une organisation civile dotée d'une structure ou d'une discipline militaire, nous pouvons dire des parajournalistes qu'ils sont ces journalistes affiliés à des médias de masse qui suivent une discipline militaire, lançant des bombes informatives sur les objectifs définis par leurs entreprises ». Parmi ces derniers nous avons Marcos López et Nuria Ramos, correspondants de Télévision Espagnole, qui sans aucun doute méritent une mention spéciale pour leur mauvais travail journalistique, toujours prêts à se placer du côté de ceux qui jettent les bombes incendiaires sur la garde bolivarienne, capables de contredire sans difficulté les images que recueillent leurs propres appareils de photos, disposés à se faire les victimes -tout comme l'opposition- de la « répression du gouvernement bolivarien ».

La grande offensive contre le gouvernement du Venezuela de la part des médias de masse espagnols fait partie de la guerre mondiale contre tout processus qui ne se plie pas aux intérêts impérialistes. Nos parajournalistes jouent leur rôle comme membres de l'armée vassale. Ces jours derniers nous avons vérifié que la guerre médiatique contre le Venezuela est l'une des plus féroces que l'on connaisse, peut-être parce que l'escalade guerrière d'aujourd'hui est sans précédents, et qu'en réalité il n'existe pas différents types de guerre mais une seule qui revêt divers aspects. Si, comme dirait le Pape François, nous sommes face à une Troisième Guerre Mondiale dont nous ne voyons que des bribes, le Venezuela est aujourd'hui l'un des objectifs prioritaires pour l'empire. La difficulté vient de ce que, contrairement à ce que nous vendent les films de Hollywood, aujourd'hui la guerre ne se présente pas à nous sous la même forme qu'au siècle dernier, il nous est plus difficile de reconnaître son mode de déroulement et d'identifier ses nouveaux et ses anciens bataillons.

Cette guerre contre le Venezuela essaie de combattre les deux piliers sur lesquels repose la Révolution bolivarienne : la souveraineté nationale et l'utopie socialiste. Elle vise à miner l'image du Venezuela à l'extérieur pour contrebalancer deux des traits les plus caractéristiques de la révolution bolivarienne : la voie pacifique et démocratique pour transformer le pays et l'utilisation de ses ressources naturelles pour améliorer les conditions de vie socio-économiques de la population. C'est-à-dire, miner l'image d'un pays qui construit une alternative au Capitalisme. En ce sens, le Venezuela a également pris la relève de Cuba comme référent de lutte pour d'autres peuples. Tout comme Cuba, il est devenu le mauvais exemple.

D'où les missiles qui sont constamment lancés depuis les médias de masse afin d'éviter l'appui à la révolution bolivarienne : la violence et l'autoritarisme. Il s'agit là de deux torpilles qui traditionnellement sont pointées sur la ligne de flottaison de toute utopie socialiste.

Avec un pareil objectif, les moyens de communication et tout le système de propagande contre le Venezuela visent très spécialement le terrain des campagnes électorales et mettent en cause sa démocratie. Il ne faut pas oublier que les élections sont la condition de la démocratie pour les élites politiques mais, seulement si l'on peut garantir que les gens votent ce qu'il faut, c'est-à-dire, si, grâce à la guerre des moyens de communication, l'on parvient à convaincre la population de qui doivent être leurs gouvernants.

Les guerres ne sont pas l'affaire des gouvernements, ni des corporations, ni des moyens de communication, ni des peuples. Les guerres sont le résultat de tous et de chacun de ces éléments. Les gouvernements déclarent la guerre mais, avant, les peuples assument qu'elle « était inévitable », mais, avant, les corporations font leurs comptes et le bilan des coûts et profits, mais, avant, les moyens de communication créent les conditions pour qu'il n'y ait pas de résistance.

Mais tout n'est pas perdu : selon un rapport élaboré par l'Université d'Oxford en 2015 et publié par l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme, sur les 11 pays européens étudiés, les moyens de communication espagnols sont les moins fiables. Au niveau mondial, quand sont étudiés les publics des Etats-Unis, Grande Bretagne, Allemagne, France, Espagne, Italie, Irlande, Danemark, Finlande, Brésil, Japon et Australie, seuls les moyens de communication étasuniens ont moins de crédibilité que les espagnols.

Ángeles Diez Rodríguez

Docteure en Sciences Politiques et en Sociologie, professeure de l'Universidad Complutense de Madrid.

Source : <http://www.alainet.org/es/articulo/187357>

Traduction : Michele ELICHIRIGOITY

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/08/19/venezuela-comment-ne-p...>

URL de cet article 32221

<https://www.legrandsoir.info/venezuela-comment-ne-pas-donner-une-information.html>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10155570041177317>